

Face à la haine et à la peur, solidarité et action collective

Paris, le 17 novembre 2015

Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, plusieurs attentats ont ensanglanté les X^e et XI^e arrondissements ainsi que les abords du Stade de France à Saint-Denis. Ces attentats, qui ont fait près de 130 morts et plusieurs centaines de blessé-es, sont l'œuvre de Daech, une organisation politique djihadiste salafiste qui organise la sauvagerie en Irak et en Syrie. Nous condamnons fermement ces attaques qui visent à fragmenter la société en frappant de manière spectaculaire et violente la population civile. Nous nous associons aux blessé-es et aux proches des victimes. Nous sommes choqué-es et révolté-es mais nous refuserons que cette situation serve à justifier une surenchère sécuritaire.

Suite à ces attentats, le chef de l'État et le gouvernement mettent en effet en œuvre une mobilisation nationale va-t-en-guerre qui se traduit par une intensification des interventions militaires et par l'instauration de l'état d'urgence, une mesure d'exception conférant notamment aux autorités civiles des pouvoirs de police exceptionnels et permettant de restreindre drastiquement les libertés publiques. Cet état d'urgence risque aujourd'hui d'être prorogé pendant trois mois et le Président de la République a proposé hier une réforme constitutionnelle gravant dans le marbre ce dispositif liberticide.

Refusons que le climat actuel entretienne le repli nationaliste et encourage la soumission inconditionnelle à l'autorité en réponse à notre légitime aspiration à la solidarité et résistons au piège de la terreur. SUD Éducation Paris ne taira pas ses revendications sociales au nom d'une « unité nationale » de circonstance. Le mouvement syndical est un instrument de la démocratie et de la lutte pour une société d'égalité et de justice sociale.

Dans le même temps, nous assistons d'ores et déjà à une offensive raciste visant en premier lieu les musulmanes et musulmans, que les réactionnaires de tous poils rendent collectivement responsables des attaques. Nous condamnons cette dérive et nous refusons que les migrantes et migrants, qui fuient l'horreur de la guerre et la misère, soient les premières victimes des discours racistes et des mesures sécuritaires. C'est pourquoi nous maintenons notre appel à manifester le **dimanche 22 novembre place de la Bastille à 15 heures** pour la solidarité avec les migrantes et les migrants.



Notre combat pour la justice sociale est légitime et doit être poursuivi quelles que soient les circonstances. À la haine et à la peur, opposons la solidarité et l'action collective.